

Fin des premières assises nationales des médias burundais sur une note optimiste

PANA, 07 mai 2014 Gitega, Burundi - Les assises nationales des médias de trois jours ont pris fin, mercredi, à Gitega, une ville du centre du Burundi, sur une note de "grande satisfaction", eu égard à la "qualité" des participants (photo), celle des débats et des engagements qui ont été pris en vue d'œuvrer à la promotion et la protection de la liberté de la presse dans le pays, a estimé, le président de l'Association burundaise des radiodiffuseurs (ABR), Vincent Nkeshimana, qui a pris une part active dans la préparation et la supervision de cette première au Burundi. Un avis qui a été aussi partagé par d'autres participants, comme le conseiller principal chargé de la presse, de la communication et de l'information à la présidence de la République, Willy Nyamitwe.

Les relations de la presse indépendante avec le pouvoir étaient devenues ces derniers temps "exécrables" et les assises ont permis de se dire les « quatre vérités » afin de repartir sur de nouvelles bases "plus solides" et "au service de la nation qui reste le dénominateur commun de nos actions au quotidien", a déclaré le conseiller de la présidence de la République. Des vérités sont en effet sorties la veille de l'exposé du conseiller à la présidence qui a parlé de la "dégradation" dans les relations entre les médias et les acteurs publics pour différentes raisons et incompréhensions. "La nouvelle loi sur la presse a été contestée par les professionnels des médias alors que les autorités publiques la trouvent conforme à la réalité socio-politique du Burundi", avait-il indiqué, à titre indicatif, accusant les médias indépendants d'être "complaisants" à l'égard de l'opposition, "s'ils ne sont pas rangés de son côté". L'ancien président de la République, Sylvestre Ntibantunganya, avait également fait le déplacement de Gitega et en est aussi reparti, mercredi, "ravi" de l'amorce du dialogue entre les médias et les autorités publiques qui sont, selon lui, "les deux principales locomotives de la réconciliation nationale, du développement et de l'intégration régionale". La direction du Bureau de la Coopération suisse au Burundi et sponsor de l'activité, Mme Annonciat Ndikumasabo, de son côté, a trouvé que les assises constituaient une "étape importante dans la recherche de la durabilité des actions des professionnels des médias et l'assainissement de l'environnement institutionnel". Le ministre de l'Information, Tharcisse Nderababizi, a, quant à lui, salué l'initiative des professionnels des médias de porter un « regard critique, de confronter les attentes, d'analyser les bilans et d'établir la priorité des exigences socio-politiques », notamment à l'approche des nouvelles élections générales de l'année prochaine et la mise en marche de la Commission nationale pour la réconciliation (CVR) après des décennies passées de guerre civile au Burundi dont les tenants et les aboutissants doivent en rendre compte devant la justice. Parlant des médias eux-mêmes, le ministre a encore souligné la nécessité d'instaurer un climat de dialogue entre les professionnels des médias, de continuer la réflexion sur les voies et moyens pour sortir de l'impasse économique-financière qui les confine dans une logique d'économie de survie et de confirmer leur mission d'utilité publique comme cela a été recommandé par les assises de Gitega. D'autres recommandations allées dans le sens de l'ouverture du monde des médias aux gestionnaires des institutions publiques, aux acteurs de la Société civile, aux opérateurs économiques et au public. Les assises ont encore recommandé aux pouvoirs publics de soutenir le maintien et le renforcement d'une presse "forte, indépendante et plurielle" et aux médias, le renforcement d'une autorégulation "responsable" et "réactive" ainsi que le développement des liens avec les médias de la région. Une recommandation a été de "mener une enquête scientifique et nationale sur les préoccupations du public afin que les médias ajustent mieux leurs contenus et répondent de plus près aux besoins des citoyens". Les assises ont mis sur pied un comité de suivi et de la mise en application des différentes recommandations qui est constitué par des représentants de la présidence de la République, du Conseil national de la Communication (CNC), de l'Observatoire de la Presse au Burundi (OPB), de la Commission indépendante nationale des droits de l'Homme (CNIDH), de l'Association burundaise des radios diffuseurs (ABR), de la presse écrite et audiovisuelle.